



HAUTE AUTORITÉ DE SANTÉ

5, Avenue du Stade de France - 93 218 Saint-Denis La Plaine Cedex

Tél. 01.55.93.70.00

N°SIRET : 110 000 445 00020 - Code APE : 8411Z

Marché N°2025-31

**SOUSCRIPTION DE DONNÉES OU BASES DE DONNÉES POUR L'ANALYSE
PAR LA HAS DE LA PRISE EN CHARGE ET DU SUIVI DES PATIENTS TRAITÉS
POUR UNE PATHOLOGIE EN MÉDECINE DE VILLE EN FRANCE**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

Mode de passation : La procédure de consultation utilisée est celle de la procédure d'appel d'offres ouvert conformément, aux articles L.2124-2 et R.2124-2 du code de la commande publique.

Le présent CCP comprend 24 pages numérotées de 1 à 23.

Sommaire

GÉNÉRALITÉS.....	3
ARTICLE 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR CONTRACTANT	3
1.1. Identification du pouvoir adjudicateur	3
1.2. Point de contact.....	3
ARTICLE 2 - MISSIONS.....	3
ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 5 - FORME ET MONTANT DU MARCHÉ.....	4
5.1. Forme	4
5.2. Prix.....	4
ARTICLE 6 - DURÉE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 7 - PIÈCES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 8 - RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES OU COMPLÉMENTAIRES.....	5
PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	6
ARTICLE 9 - OBJECTIF DU MARCHÉ	6
ARTICLE 10 - INFORMATIONS CLÉS À COLLECTER	6
ARTICLE 11 - EXIGENCES TECHNIQUES	6
ARTICLE 12 - DÉLAIS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS.....	7
ARTICLE 13 - JEUX DE DONNÉES DE BASE ET PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR DEVIS.....	8
ARTICLE 14 - TARIFICATION DES DONNÉES SELON LA DURÉE	9
PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES	10
ARTICLE 15 - OBLIGATIONS DES PARTIES	10
15.1. Relations entre les parties	10
15.2. Obligations du Titulaire	10
15.2.1 Obligation de résultat.....	10
15.2.2 Obligation d'information	10
15.2.3 Obligation de conseil	11
15.2.4 Confidentialité.....	11
15.2.5 Capacité d'adaptation.....	13
15.2.6 Équipe du Titulaire	13
15.3. Obligations de la HAS.....	13
ARTICLE 16 - DÉVELOPPEMENT DURABLE - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	14
ARTICLE 17 - PROTECTION DES DONNÉES	14
ARTICLE 18 - RÉGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	14
ARTICLE 19 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	15
ARTICLE 20 - PRIX	15
20.1. Généralités	15
20.2. Forme des prix	15
20.3. Révisions.....	16
ARTICLE 21 - PROCÉDURE DE COMMANDE	16
21.1. Définition du bon de commande	16
21.2. Demande de devis	16
21.3. Emission des bons de commande	16
21.4. Contenu des bons de commande.....	17
ARTICLE 22 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	17
22.1. Avance	17
22.2. Acomptes.....	18
22.3. Paiement	18
22.4. Remise des factures.....	18

22.5.	<i>Délai de paiement</i>	18
22.6.	<i>Intérêts moratoires</i>	18
22.7.	<i>Renseignements d'ordre comptable</i>	19
ARTICLE 23 - SOUS-TRAITANCE		19
23.1.	<i>Conditions de la sous-traitance</i>	19
23.2.	<i>Responsabilité du Titulaire en cas de sous-traitance</i>	19
23.3.	<i>Acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement</i>	19
23.3.1	<i>Demande de sous-traitance</i>	19
23.3.2	<i>Modification du volume de prestations sous-traitées</i>	20
23.3.3	<i>Paiement de la sous-traitance</i>	20
ARTICLE 24 - PÉNALITÉS		20
24.1.	<i>Généralités</i>	20
24.2.	<i>Pénalités de retard</i>	20
24.3.	<i>Pénalités pour non-conformité du niveau de qualification des équipes</i>	21
24.4.	<i>Non-respect des obligations de sécurité ou de confidentialité</i>	21
24.5.	<i>Pénalités pour non-respect des engagements environnementaux</i>	21
24.6.	<i>Pénalités pour non-respect de l'interdiction du travail dissimulé</i>	21
24.7.	<i>Pénalités pour non-communication d'attestation d'assurance</i>	21
ARTICLE 25 - TRAVAIL DISSIMULÉ		21
ARTICLE 26 - DISPOSITIF DE VIGILANCE		22
ARTICLE 27 - ASSURANCES		22
ARTICLE 28 - EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE		22
ARTICLE 29 - DROIT APPLICABLE - LANGUE DU MARCHÉ		22
ARTICLE 30 - RÉILIATION		22
ARTICLE 31 - LITIGES		23
31.1.	<i>Règlement amiable</i>	23
31.2.	<i>Procédure contentieuse</i>	23
ARTICLE 32 - RÉFÉRENCES COMMERCIALES		23
ARTICLE 33 - DÉROGATIONS AU CCAG-FCS		23

GÉNÉRALITÉS

ARTICLE 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR CONTRACTANT

1.1. Identification du pouvoir adjudicateur

Haute Autorité de santé (HAS)
Autorité publique indépendante à caractère scientifique
5, Avenue du Stade de France
93 218 Saint-Denis La Plaine Cedex
N° SIRET : 110 000 445 00020 Code APE : 8411 Z
Téléphone : 01 55 93 70 00
Adresse Internet : www.has-sante.fr

1.2. Point de contact

Représentant du pouvoir adjudicateur : le président du collège de la Haute Autorité de santé.

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-60 du code de la commande publique : le président du collège de la Haute Autorité de santé.

Comptable assignataire chargé des paiements : l'Agent comptable de la Haute Autorité de santé.

Renseignements administratifs :

Haute Autorité de santé
Pôle Achats et marchés publics
Téléphone : 01 55 93 37 96
Courrier électronique : marche.public@has-sante.fr
Adresse du profil d'acheteur : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Ci-après dénommée « la HAS ».

ARTICLE 2 - MISSIONS

La Haute Autorité de santé (HAS) est une autorité publique indépendante à caractère scientifique, créée par la loi du 13 août 2004 relative à l'Assurance maladie.

La HAS développe la qualité dans le champ sanitaire, social et médico-social. Elle travaille aux côtés des pouvoirs publics dont elle éclaire les décisions, avec des professionnels pour optimiser leurs pratiques et leurs organisations, et au bénéfice des usagers pour renforcer leurs capacités à faire leurs choix.

Elle a trois missions principales :

- **Évaluer** les médicaments, dispositifs médicaux et actes professionnels en vue de leur remboursement,
- **Recommander** les bonnes pratiques professionnelles, élaborer des recommandations vaccinales et de santé publique,
- **Mesurer et améliorer** la qualité dans les hôpitaux, cliniques, en médecine de ville, et dans les structures sociales et médico-sociales.

La HAS exerce son activité dans le respect de trois valeurs : la rigueur scientifique, l'indépendance et la transparence.

Elle coopère avec tous les acteurs au service de l'intérêt collectif et de chaque citoyen et porte les valeurs de solidarité et d'équité du système de santé.

Organisation

- Un Collège de huit membres, dont un président, le Professeur Lionel Collet
- Des commissions spécialisées
- Des services répartis en cinq directions opérationnelles
- 481 collaborateurs
- 1 638 experts externes
- 79,60 M€ de budget exécuté en 2025

Pour de plus amples détails concernant les missions, les productions et l'actualité de la HAS, consulter le site Internet www.has-sante.fr

ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet la souscription à des données ou des bases de données concernant les produits de santé. Ces données ont pour objectif d'alimenter les différentes productions de la HAS, notamment les avis de la Commission de la Transparence ou de la Commission Nationale d'Evaluation des Dispositifs Médicaux, et éventuellement des publications telles que les recommandations de santé publique, de bonne pratique ou la pertinence des actes.

Ces données doivent permettre :

- de connaître les pratiques de prescriptions des médecins (médicaments, dispositifs médicaux, actes, vaccins) en France ;
- d'estimer les populations traitées par un produit de santé (médicaments, dispositifs médicaux...) en France ;
- d'étudier la prise en charge et le suivi des patients en médecine de ville en France.

ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti car le besoin est indissociable. Les prestations donneront lieu à l'établissement d'un marché unique.

ARTICLE 5 - FORME ET MONTANT DU MARCHÉ

5.1. *Forme*

Le présent marché est un marché de services.

Le code de classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics) concerné par le marché est le suivant :

- A titre principal : Code CPV : 72319000-4 – Services de fourniture de données

Aucune tranche n'est prévue au présent marché.

5.2. *Prix*

Le marché est conclu à part à commandes uniquement. Les prix sont détaillés dans le bordereau des prix unitaires (BPU - annexe 1 à l'acte d'engagement).

La part relative aux bons de commandes est conclue sans montant minimum et avec un montant maximum de 260 000 € HT sur toute la durée du marché, reconductions comprises.

ARTICLE 6 - DURÉE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une période de 12 mois à compter de sa date de notification.

A la date anniversaire du marché, le marché pourra être reconduit tacitement 3 fois pour une durée de 12 mois supplémentaires, soit une durée totale de 48 mois.

Le Titulaire ne peut refuser la reconduction. En cas de non-reconduction, la HAS notifie une décision expresse de non-reconduction au Titulaire au moins 1 mois avant la fin de la période en cours d'exécution. En cas de non-reconduction, le Titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

ARTICLE 7 - PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre de priorité décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière :
 - Annexe n°1 : le bordereau des prix unitaires (BPU).
- Le cas échéant, la déclaration d'acceptation du ou des sous-traitants ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
- La proposition technique du Titulaire remise à l'appui de son offre.

Toute clause portée dans l'offre technique et financière du Titulaire, contraire aux dispositions des premiers documents du marché, est réputée non écrite.

Le CCAG-FCS bien que non joint, est réputé connu et accepté sans réserve par le Titulaire.

Les documents originaux sont conservés dans les archives de la HAS et font seuls foi.

ARTICLE 8 - RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES OU COMPLÉMENTAIRES

La HAS se réserve la possibilité de procéder, en application des articles R.2194-2 et R.2194-5 du code de la commande publique, à des modifications du marché public dont le montant cumulé, conformément à l'article R.2194-3 du code de la commande publique, ne doit pas dépasser 50% du montant du marché initial.

La HAS se réserve la possibilité de procéder, en application de l'article R.2194-7 du code de la commande publique, à des modifications non substantielles du marché, quel qu'en soit le montant.

La HAS se réserve également la possibilité de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles confiées dans le présent marché, tel que prévu à l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 9 - OBJECTIF DU MARCHÉ

Le marché a pour but de répondre aux futures demandes de la HAS selon les programmes de travail.

Il a pour objectif :

- de connaître les pratiques de prescriptions des médecins sur les dispensations effectuées (médicaments, dispositifs médicaux, actes) en France ;
- d'estimer les populations traitées (incidence, prévalence,) par un médicament ou un dispositif médical en France ;
- de connaître les caractéristiques de la population atteinte : sexe, tranche d'âge (moyenne ; médiane et distribution par tranche) au minimum, symptomatologie, notamment les facteurs de risques ;
- d'étudier la prise en charge médicamenteuse et non médicamenteuse et le suivi des patients en médecine de ville en France (analyse des prescriptions, des schémas thérapeutiques, arrêt de travail, recours à un kinésithérapeute...).

ARTICLE 10 - INFORMATIONS CLÉS À COLLECTER

La donnée ou base de données doit permettre de fournir les informations suivantes :

- Incidence et prévalence des pathologies dans la base et leur évolution ;
- Stratégie thérapeutique par pathologie ;
- Caractéristiques des prescripteurs (données démographiques, activité, spécialités, etc.) ;
- Caractéristiques des patients (données démographiques, classe d'âge, sexe, etc.).

Pour chaque patient :

- Caractéristiques du patient (données démographiques) ;
- Pathologies, comorbidités, facteurs de risques et antécédents ;
- Indication / diagnostic motivant la prescription médicamenteuse ;
- Médicaments prescrits ;
- Médicaments prescrits dans le cadre d'une ALD (affection de longue durée) ; patients codés en ALD ou utilisation de l'ordonnance bizonale ;
- Posologie, durée de la prescription et durée du traitement ;
- Co-prescriptions et co-traitements ;
- Changements et reports de prescription ;
- La prescription des autres thérapeutiques (actes biologiques, radiographiques, etc.) ou autres produits de santé que les médicaments.

Si possible :

- Lieu de la consultation : au cabinet ou en visite à domicile ;
- Les résultats des examens biologiques ;
- Les hospitalisations ;
- Les consultations chez les spécialistes ;
- L'estimation de l'observance par les patients de leurs traitements ;
- Les plaintes et/ou symptômes des patients n'ayant pas donné lieu à une prescription ;
- Les vaccinations ;
- Les données issues de la pratique hospitalières.

ARTICLE 11 - EXIGENCES TECHNIQUES

Les données ou bases de données doivent être représentatives de la pratique médicale et de la population en France :

- caractéristiques des médecins (sexe, répartition géographique, âge, activité) présentées, notamment, par rapport au référentiel des professionnels de santé de la DREES ;

- caractéristiques des patients (âge, sexe, données socio-démographiques) présentées par rapport au référentiel de la population française de l'INSEE (merci d'indiquer les % pour chaque classe d'âge et de préciser la représentativité des patients par région).

Ces informations doivent être transmises par le Titulaire à la HAS.

La donnée ou base de données doit impérativement permettre un chainage des patients pour garantir le suivi longitudinal.

La donnée ou base de données doit prévoir obligatoirement de relier une prescription (médicamenteuse et éventuellement non médicamenteuse) d'un traitement à une pathologie /diagnostic codé selon la CIM10, voire CIM-11.

Les modalités de contrôle des panels de médecins doivent être transmises à la HAS. La proposition technique du Titulaire devra préciser la durée maximale de participation des médecins du panel ainsi que le taux moyen de rotation annuelle (turn-over).

La représentativité des médecins du panel doit être présentée par rapport aux données démographiques des professionnels de santé de la DREES ([237 200 médecins sont en activité en France au 1er janvier 2025 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques](#)).

La méthodologie de collecte des données ou bases de données doit être transmise à la HAS.

Les données ou base de données doivent faire l'objet d'une mise à jour régulière.

La donnée ou base de données doit fournir les informations suivantes :

- Incidence et prévalence des pathologies et leur évolution dans la base de données ;
- Caractéristiques des prescripteurs (spécialités, données démographiques, etc.) ;
- Caractéristiques des patients :
 - o données démographiques,
 - o pathologies, comorbidités/FDR, antécédents,
 - o indication/diagnostic motivant la prescription médicamenteuse,
 - o produits de santé prescrits dont les vaccins : posologie, durée de prescription et du traitement,
 - o co-prescriptions, co-traitements,
 - o schémas thérapeutiques de prise en charge : changements de prescriptions et reports,
 - o si possible : prescriptions des produits de santé hors médicaments et autres thérapeutiques (notamment les actes de biologie, radiographies, les arrêts de travail, les actes de kinésithérapie, les résultats des examens biologiques, les hospitalisations, les consultations chez un autre professionnel de santé (médecins spécialisé, psychologue, les symptômes et/ou plaintes n'ayant pas donné lieu à une prescription, les vaccinations).

Les résultats finaux devront être fournis en données brutes et/ou extrapolées.

ARTICLE 12 - DÉLAIS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS

Toute prestation devra faire l'objet d'une demande de devis préalable et devra être réalisée conformément au calendrier fixé dans le présent CCP. Les livrables devront être fournis au plus tard selon le calendrier établi ci-dessous.

Les délais de livraison courent à compter de la date de réception par la HAS de la réponse du Titulaire à la demande de devis. À compter de cette date, les délais indiqués dans le calendrier s'appliqueront sans réserve, sauf si ceux-ci sont revus de commun accord avec la HAS.

De plus, la HAS se réserve la possibilité d'ajuster le calendrier pendant l'exécution de la prestation.

Le respect du calendrier fixé constitue une obligation essentielle à la charge du Titulaire.

Étapes	Délais de livraison des livrables
Étape 1 : Réunion de cadrage et établissement du cahier des charges (choix des univers de référence)	1 semaine après la réception par la HAS de la réponse à la demande de devis
Étape 2 : Validation du cahier des charges	15 jours
Étape 3 : Transmission des premiers résultats	1 mois et demi après la validation du cahier des charges
Étape 4 : Transmission des résultats finaux (présentation)	2 mois après la validation du cahier des charges
Étape 5 : Demandes complémentaires mineures suite à la présentation au GT ou en Commission	4 semaines suite à la présentation

En fonction de l'avancement réel des travaux, la HAS se réserve la possibilité d'allonger le délai de livraison des résultats.

ARTICLE 13 - JEUX DE DONNÉES DE BASE ET PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR DEVIS

Le BPU liste des jeux de données de base dont la fourniture peut être demandée par la HAS. Les prix sont renseignés pour les jeux de données correspondantes pour une à cinq années de données. Il ne s'agit pas de prix par année, mais de prix pour le nombre d'années indiqué.

Pour la fourniture de plus de cinq années de données, le Titulaire émet un devis qui s'ajoute au prix défini pour cinq années de données.

Les différents jeux de données de base attendus portent sur des informations variées et précises :

- Prévalence de la maladie (selon le code CIM 10/11 ou verbatim validé par la HAS) ;
- Prévalence des patients traités par une classe de produit de santé sélectionné par la HAS ;
- Incidence de la maladie (selon le code CIM 10/11 ou verbatim validé par la HAS) ;
- Incidence des patients traités par un produit de santé sélectionné par la HAS ;
- Caractéristiques de la population sélectionnée (âge et sexe).

Lors de la rédaction du cahier des charges, ou après analyse des premiers jeux de données transmis, lorsqu'elle identifie un besoin d'informations supplémentaires ou spécifiques, la HAS est susceptible de demander des données complémentaires au jeu de données de base.

Il s'agit des « prestations sur devis » mentionnées dans le BPU :

- Autres caractéristiques de la population (catégories socioprofessionnelle, niveau d'étude. ;
- Comorbidité, facteur de risque de la population sélectionnée ;
- Prise en charge thérapeutique médicamenteuse pour la population sélectionnée ;
- Prise en charge thérapeutique par des dispositifs médicaux pour la population sélectionnée ;
- Schéma thérapeutique de la prise en charge pour la population sélectionnée (médicamenteux et non médicamenteux) ;
- Prise en charge thérapeutique autre que médicament ou DM de la population sélectionnée ;
- Autres prestations en lien avec l'objet du marché.

La fourniture de ces données complémentaires fait l'objet d'un devis qui s'ajoute au prix de la fourniture du jeu de données de base.

ARTICLE 14 - TARIFICATION DES DONNÉES SELON LA DURÉE

La tarification des données s'effectue sur la base d'un prix proposé par le Titulaire pour chaque année de données. Ainsi, le prix est défini annuellement et appliqué en fonction du nombre d'années couvertes par la prestation.

PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 15 - OBLIGATIONS DES PARTIES

Le Titulaire reconnaît que l'ensemble des informations fournies par le pouvoir adjudicateur lui est suffisant pour réaliser et assumer pleinement ses prestations et les engagements et garanties afférents.

Le Titulaire déclare avoir pris la mesure des attentes du pouvoir adjudicateur en matière d'efficacité et de rapidité de service, notamment en ce qui concerne le respect des délais d'exécution des prestations.

15.1. Relations entre les parties

Le Titulaire désigne nommément, au sein de son personnel, une personne chargée des relations avec le pouvoir adjudicateur. En outre, il fournit ses coordonnées directes (cf. fiche contact).

Suite à la notification du marché, une réunion de lancement sera organisée entre les parties. Cette réunion aura pour but de réunir les interlocuteurs privilégiés de chacune des parties susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Par ailleurs, pendant la durée d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'organiser des réunions de suivi dudit marché.

La réunion de lancement ainsi que les éventuelles réunions de suivi du marché pourront avoir lieu en présentiel ou en distanciel.

15.2. Obligations du Titulaire

Outre les obligations spécifiques mentionnées pour chacune des prestations décrites dans le CCP, le Titulaire est astreint aux obligations définies ci-après.

15.2.1 Obligation de résultat

Dans les circonstances normales d'exécution du marché, le Titulaire est soumis à une obligation de résultat pour la réalisation de l'ensemble des prestations mises à sa charge. La simple non-atteinte de ce résultat suffit à engager sa responsabilité.

Il garantit à la HAS que les prestations demandées seront bien réalisées dans les délais impartis, dans les conditions décrites au sein du présent CCP et/ou dans sa proposition technique.

À ce titre, le Titulaire s'engage à mettre à la disposition de la HAS, du personnel qualifié et en nombre suffisant pour exécuter les prestations dans les délais impartis.

Si le Titulaire se trouve dans l'impossibilité d'assurer les prestations qui lui sont commandées dans le respect des clauses du présent marché, il doit en aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur et soumettre les justifications présentant un caractère de force majeure.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander des précisions ou des éclaircissements au Titulaire s'il estime que la prestation délivrée n'est pas intelligible ou complète ou si elle ne répond pas aux exigences fixées par les pièces contractuelles du marché.

15.2.2 Obligation d'information

Le Titulaire s'engage à informer sans délai le pouvoir adjudicateur, de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations de nature à retarder ou compromettre le fonctionnement ultérieur du marché.

Le Titulaire s'engage notamment à informer immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute procédure qui entraînerait :

- Une modification du personnel intervenant,
- Une modification dans les méthodes et la déontologie de travail,
- Une prise de contrôle par une autre société ou une fusion entre plusieurs structures,
- Une modification dans la structure juridique du Titulaire, la répartition de son capital,
- Une déclaration de cessation de paiement ayant comme conséquence un redressement ou une liquidation judiciaire.

Dans le cas où ces informations ne lui auraient pas été transmises, la HAS peut résilier le marché, sans préavis, ni indemnités.

Si le Titulaire souhaite confier à un ou plusieurs sous-traitants l'exécution partielle des prestations, il en informe la HAS pour acceptation et agrément du ou des sous-traitants. Le Titulaire reste seul responsable :

- du respect des clauses du présent marché ;
- de la qualité technique des prestations réalisées.

15.2.3 Obligation de conseil

En sa qualité de professionnel spécialiste des prestations objet du marché, le Titulaire, du fait de sa connaissance technique et de son savoir-faire, doit informer préalablement la HAS sur la nature de son intervention, sur les choix qu'il effectue, sur les conséquences de ces choix et sur les risques qui peuvent en résulter.

Le Titulaire se doit d'anticiper les problématiques ou les risques que la HAS n'aurait pas soulevés.

Le Titulaire donne à la HAS tous les conseils nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble des prestations.

15.2.4 Confidentialité

Le Titulaire est tenu au secret professionnel en ce qui concerne les informations qui lui sont communiquées par écrit ou oralement dans le cadre de l'exécution du marché. En outre, les données contenues dans les supports et documents de la HAS ainsi que les échanges et données recueillies lors de l'exécution des prestations sont strictement couvertes par le secret professionnel et le secret industriel et commercial (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire prend toutes dispositions pour éviter que ne soient divulguées ces informations. A ce titre, il s'engage à :

- ce que les informations confidentielles ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées, en partie ou en totalité, lorsque de telles copies, reproductions ou duplications ne sont pas directement liées à l'exécution des présentes ;
- traiter les informations confidentielles avec le même degré de protection qu'il accorde à ses propres informations confidentielles de même importance.

Cette obligation de confidentialité s'impose sans limitation de durée à toutes les informations de toute nature, écrites ou orales, relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel de la HAS portées à la connaissance du Titulaire dans le cadre du présent marché. Le Titulaire reconnaît que toute divulgation lèserait les intérêts de la HAS et engagerait sa responsabilité.

L'obligation de confidentialité s'impose au personnel du Titulaire et à ses éventuels sous-traitants.

La HAS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En cas de non-respect de cette clause, la HAS peut résilier le marché de plein droit, aux torts du Titulaire, sans indemnité ni mise en demeure, par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS.

De plus, toute infraction à l'obligation de discrétion et de confidentialité au cours de l'exécution du marché est passible de la mise en jeu de la responsabilité civile et pénale du Titulaire.

Toutes les informations et données communiquées par la HAS au Titulaire, par écrit ou oralement, sont confidentielles.

Le Titulaire s'engage à :

- ne pas communiquer directement ou indirectement à des tiers des informations relatives à l'exécution des prestations.
- traiter les informations confidentielles avec le même degré de protection qu'il accorde à ses propres informations confidentielles de même importance.
- garder les informations confidentielles et à ce qu'elles ne soient pas divulguées, ni susceptibles de l'être directement ou indirectement à tout tiers.
- ne pas porter atteinte, en aucune façon, aux droits de propriété intellectuelle portant sur les informations confidentielles.
- ce que les informations confidentielles ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées, en partie ou en totalité, lorsque de telles copies, reproductions ou duplications ne sont pas directement liées à l'exécution des présentes.

L'engagement de confidentialité est exigible pendant toute la durée contractuelle et 5 ans suivant le terme du contrat.

Conformément à l'**article 32 du règlement général sur la protection des données - RGPD**, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne réaliser aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la prestation prévue au présent marché, l'accord préalable du maître du fichier est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au marché ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des informations recueillies et des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent marché ;
- et en fin de contrat à procéder à la destruction de tous fichiers manuels, informatisés ou sonores stockant les informations saisies.

À ce titre, le Titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de la HAS.

La HAS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut être également engagée sur la base des dispositions **des articles 226-17 et 226-22 du nouveau code pénal**

La HAS pourra prononcer la résiliation immédiate du présent marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel et du secret industriel et commercial ou de non-respect des dispositions précitées.

15.2.5 Capacité d'adaptation

Compte tenu de la nature du marché, il est essentiel que le prestataire puisse faire preuve d'une grande capacité à s'adapter aux contraintes du service métier et à être très réactif face à ses demandes.

Il doit être à l'écoute des besoins et des exigences de la HAS en matière de rigueur et de qualité dans le rendu des prestations.

15.2.6 Équipe du Titulaire

Le Titulaire s'engage à faire exécuter les prestations objets du présent marché par un ou plusieurs intervenants désignés par lui, de compétence et qualification adaptées aux besoins de la HAS. Le Titulaire aura indiqué dans son offre la composition de l'équipe dédiée à l'exécution des prestations et qui sera le référent principal vis-à-vis de la HAS.

Le Titulaire s'engage à organiser son équipe de façon à assurer l'exécution de la prestation. Il s'engage à maintenir la continuité et la compétence des personnels affectés à l'exécution du marché, ainsi que la stabilité de son équipe.

En cas d'événement impactant l'organisation, le Titulaire, dès qu'il en a connaissance, doit aviser le représentant du pouvoir adjudicateur par envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception et par mail. Il doit en outre prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise, notamment au regard des délais d'exécution.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, la HAS se réserve le droit de demander le remplacement d'un ou de plusieurs intervenants. Le Titulaire doit alors proposer un remplaçant disposant d'une compétence et d'une expérience similaires. Le Titulaire doit alors proposer un remplaçant disposant d'une compétence et d'une expérience similaires. Il transmet le curriculum vitae de ce remplaçant par lettre recommandée avec accusé de réception. Le silence de la HAS dans un délai de **7 jours calendaires** après réception de la lettre vaut acceptation du remplaçant.

Si au cours de l'exécution du marché, l'un des intervenants n'était plus en mesure d'assurer la prestation, le Titulaire est tenu d'avertir la HAS puis de proposer un remplaçant disposant d'une compétence et d'une expérience similaires.

Le nouveau correspondant ou les nouveaux intervenants, qui remplacent ceux indiqués dans le marché auront été agréés par la HAS préalablement à leur intervention. Aucun de ces changements ne doit modifier le calendrier de réalisation des prestations.

Afin d'assurer le respect des règles de déontologie, le Titulaire s'engage à informer préalablement la HAS en cas de modification de son équipe, en lui communiquant les CV détaillés et déclarations d'intérêt des ou de la personne(s) nouvelle(s), dans les mêmes conditions que les pièces prévues dans le règlement de la consultation.

L'intervention des ou de la nouvelles(s) personne(s) ne pourra commencer qu'après approbation par la HAS, dans un délai de **7 jours calendaires** après réception de la lettre par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

15.3. Obligations de la HAS

La HAS s'engage à :

- donner au Titulaire tout renseignement utile pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées ;
- mettre ponctuellement à la disposition du Titulaire le personnel compétent pour répondre à une question donnée. L'interlocuteur privilégié du Titulaire seront les membres du SESPEV (Service d'Evaluation de Santé Publique et Evaluation des Vaccins).

ARTICLE 16 - DÉVELOPPEMENT DURABLE - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à mettre en œuvre des mesures visant à minimiser l'impact environnemental de ses prestations.

À ce titre, le Titulaire s'engage notamment à :

- mettre en œuvre des pratiques d'efficacité énergétique pour les infrastructures (serveurs, centres de données, etc.) utilisées pour l'hébergement et la fourniture des données et bases de données objet du présent marché. Le Titulaire s'efforcera de privilégier des solutions à faible consommation énergétique et/ou alimentées par des énergies renouvelables, dans la mesure du possible et sans compromettre la qualité et la sécurité des services.
- adopter une politique de gestion des données visant à réduire leur empreinte environnementale, notamment par l'optimisation des volumes de stockage, la suppression sécurisée des données obsolètes et la minimisation des transferts de données inutiles.
- contribuer à la réduction de la consommation de ressources et à la production de déchets en privilégiant les échanges et la documentation sous format numérique, et en limitant l'utilisation de supports physiques.

Sur simple demande du pouvoir adjudicateur, le Titulaire pourra être amené à fournir des informations sur les actions mises en œuvre pour respecter les engagements environnementaux prévus par le présent article, notamment en ce qui concerne l'efficacité énergétique de ses infrastructures.

Le non-respect des engagements prévus par le présent article pourra donner lieu à l'application de pénalités, après mise en demeure restée infructueuse.

ARTICLE 17 - PROTECTION DES DONNÉES

Les clauses relatives à la protection des données personnelles seront précisées et régularisées par voie d'avenant après la notification du marché.

Cette démarche s'impose en raison de l'impossibilité de déterminer à ce stade l'encadrement juridique précis applicable, lequel dépendra des caractéristiques du Titulaire sélectionné.

ARTICLE 18 - RÉGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Conformément à l'article 34.2 du CCAG-FCS, les connaissances antérieures désignent « *tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont utilisés dans le cadre du marché et qui appartiennent à l'acheteur, au Titulaire ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché* ».

Sont qualifiées de connaissances antérieures :

- les données fournies par le Titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché

Par dérogation à l'article 36.1 du CCAG-FCS, le Titulaire accorde à l'acheteur le droit d'utiliser ou faire utiliser les connaissances fournies dans le cadre du marché pour la réalisation de ses analyses. Cette cession est consentie pour l'ensemble des connaissances antérieures, sans limitation de durée.

Toutefois, conformément aux dispositions de ce même article, la HAS n'est pas autorisée à utiliser les connaissances antérieures à d'autres fins que la réalisation d'analyses.

Par ailleurs, les analyses qui seront réalisées par la HAS sur la base des données fournies par le Titulaire resteront la propriété exclusive de la HAS.

ARTICLE 19 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Par dérogation aux dispositions de l'article 28.2 du CCAG-FCS, les opérations de vérification et d'admission des prestations sont réalisées par la HAS dans un délai de deux (2) mois à compter de la fourniture du livrable concerné par l'opération de vérification. À l'issue des opérations de vérification, la HAS peut prendre une décision écrite expresse d'admission, d'ajournement ou de rejet qui est notifiée au Titulaire.

Réception : La HAS prononce la réception des prestations si celles-ci correspondent aux stipulations du marché d'une part, et si l'ensemble des livrables prévus à chaque étape a bien été réalisé d'autre part. La réception prend effet à la date de notification de la décision de réception au Titulaire.

Ajournement : La HAS peut prendre une décision d'ajournement dans l'hypothèse où elle juge que les prestations peuvent être améliorées moyennant certains compléments, améliorations ou mises au point. Cette décision invite le Titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur, les prestations mises au point notamment, dans un délai de 15 jours ouvrés, par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG-FCS.

Réfaction : Lorsqu'une prestation ne satisfait pas entièrement aux conditions du marché, la HAS peut l'admettre avec une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées dans les conditions prévues à l'article 30.3 du CCAG-FCS.

Rejet : La HAS peut enfin décider de rejeter ces prestations. La décision de rejet doit être motivée. Si la HAS ne notifie pas sa décision dans le délai qui lui est imparti, les prestations sont considérées comme reçues avec effet à compter de l'expiration du délai.

ARTICLE 20 - PRIX

20.1. Généralités

L'unité monétaire applicable au présent marché alloti est l'Euro (€).

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres (TVA notamment) ou autres (frais de déplacement, de restauration et d'hébergement du personnel du Titulaire, etc.) frappant obligatoirement les prestations, y compris les frais inhérents aux droits de propriété intellectuelle.

Les prix s'entendent hors taxes et sont majorés de la taxe sur la valeur ajoutée au taux légal en vigueur.

20.2. Forme des prix

Pour les prestations conclues à prix unitaires, les fournitures commandées sont rémunérées par l'application des prix figurant au bordereau de prix unitaires (BPU - annexe 1 à l'acte d'engagement).

La part relative aux bons de commande est conclue sans montant minimum et avec un montant maximum de 260 000 € HT sur toute la durée du marché, reconductions comprises.

La part à commandes est destinée à rémunérer les prestations susceptibles d'être commandées par la HAS, tout au long de l'exécution du présent marché. Ces prestations précisées au présent CCP donneront lieu à l'émission de bons de commande en fonction des besoins de la HAS. Elles seront rémunérées, en fonction de la nature des prestations commandées, sur la base des prix unitaires contenus dans le bordereau des prix unitaires (annexe 1 à l'acte d'engagement).

20.3. Révisions

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres finales ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont fermes sur toute la durée du marché, reconductions comprises.

ARTICLE 21 - PROCÉDURE DE COMMANDE

21.1. Définition du bon de commande

Par bon de commandes, on entend toute commande de prestations, adressée au Titulaire avec indication du service utilisateur et signée d'une personne habilitée.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont la Secrétaire générale, le responsable du service des finances, des achats et de la logistique (SFAL) et son adjoint(e), le responsable du service prescripteur et son adjoint(e) ou toute autre personne dont le nom aura été communiqué par écrit au Titulaire.

Toute modification de la liste au cours de l'exécution du marché fera l'objet d'une décision notifiée au Titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec accusé de réception.

21.2. Demande de devis

Toutes les prestations objet du marché feront l'objet d'une demande de devis adressée au Titulaire par la HAS.

La demande de devis sera adressée au Titulaire par voie électronique au référent unique désigné par le Titulaire dans son offre lors de la mise en concurrence, accompagnée de toutes informations nécessaires permettant au Titulaire de déterminer précisément la prestation à réaliser.

Le Titulaire s'engage à répondre dans un délai de **2 jours ouvrés maximum**, sauf délai spécifique fixé ou accepté par la HAS, par mail, à toute demande de devis formulée par la HAS. La réponse doit préciser au minimum le descriptif détaillé des prestations fournies, les délais de réalisation (si ceux-ci ne sont pas fixés dans le CCP) et les coûts associés.

Une absence de réponse dans le délai requis pourra entraîner l'application de la pénalité de retard prévue au présent CCP.

En cas d'acceptation du devis par la HAS, les prestations devront être réalisées par le Titulaire. Concernant les prestations fixées « sur devis » dans le bordereau des prix unitaires, les nouveaux prix arrêtés dans le devis sont rendus contractuels sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

21.3. Emission des bons de commande

Pour l'exécution de toute prestation, la HAS établit un bon de commande, et l'adresse au Titulaire, une fois revêtu de la signature de l'une des personnes mentionnées à l'article 21.1.

Les bons de commande sont établis sur la base des prix renseignés dans le bordereau des prix unitaires (annexe 1 à l'acte d'engagement).

La communication du bon de commande au Titulaire est effectuée par tout moyen permettant d'en accuser réception à date certaine (courrier ou courriel).

Une fois que la HAS a notifié le bon de commande, le Titulaire exécute les prestations correspondantes.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, quelle que soit la date de réalisation de la prestation. La HAS ne peut cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution du marché se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Pour le présent marché, la durée d'exécution ne pourra s'étendre au-delà de 6 mois à compter de la date de fin de validité du marché.

21.4. Contenu des bons de commande

Chaque bon de commande précise :

- La référence au présent marché ;
- La ou les prestations commandées sur la base des prix renseignés dans le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le cas échéant les références du devis ;
- La date et le lieu d'exécution ;
- Les quantités commandées ;
- Les délais d'exécution ;
- Le(s) prix contractuel(s) unitaire(s) H.T. de la prestation ;
- Le décompte en valeur hors taxes de l'ensemble de la commande ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC de la commande.

ARTICLE 22 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

22.1. Avance

L'option B du CCAG-FCS est applicable aux conditions de versement de l'avance dans le cadre de l'exécution du présent marché.

L'avance est prévue aux articles L.2191-2 et suivants du code de la commande publique.

Il s'agit du versement d'une partie du montant d'un marché public au Titulaire de ce marché avant tout commencement d'exécution de ses prestations pour lui permettre de faire face aux premières dépenses du marché.

Les clauses du marché relatives au taux et aux conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiées en cours d'exécution.

En application de l'article R.2191-19 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande émis.

Le Titulaire du marché peut refuser le versement de cette avance.

Pour rappel, pour les prestations conclues à prix unitaires :

En vertu de l'article R.2191-16 du code de la commande publique, les prestations du présent marché exécutées à bons de commande ouvrent droit au versement d'une avance pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € hors taxes et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Dans le cas où la durée d'exécution du bon de commande émis est supérieure à 2 mois et inférieure ou égale à 12 mois, le taux de l'avance est fixé à 5 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande en cause.

Si la durée d'exécution du bon de commande émis est supérieure à 12 mois, le montant de l'avance s'élève à un taux fixé à 5 % de la somme égale à 12 fois le montant toutes taxes comprises du bon de commande, divisé par la durée du bon de commande exprimée en mois.

22.2. Acomptes

Aucun acompte n'est prévu dans le cadre de l'exécution du présent marché.

22.3. Paiement

Le paiement des prestations s'effectue après constatation du service fait et sur présentation de la facture.

22.4. Remise des factures

Pour information, depuis le 1^{er} janvier 2020, tous les fournisseurs doivent adresser leurs factures à une structure publique de façon dématérialisée, en se connectant au portail Chorus Pro (www.chorus-pro.gouv.fr).

Ce portail, en plus de permettre l'envoi de factures dématérialisées, permet de suivre l'avancement de leur traitement. Ce service est entièrement gratuit et a pour objectif, entre autres, la réduction des coûts, le raccourcissement des délais de paiement et la sécurisation des échanges.

Pour rappel, le numéro SIRET de la HAS est : 110 000 445 00020.

22.5. Délai de paiement

Les sommes dues en exécution du marché sont payées dans le délai maximum de 30 jours.

La HAS procède au paiement à compter de la plus tardive des deux dates suivantes :

- Date de remise de la facture,
- Date d'admission des prestations.

En cas de contestation sur le montant de la somme due, le représentant du pouvoir adjudicateur fait mandater les sommes qu'il a admis dans le délai susvisé, le complément étant mandaté, le cas échéant, après règlement du différend ou du litige qui peut en résulter.

22.6. Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le Titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai selon les textes en vigueur.

22.7. Renseignements d'ordre comptable

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la HAS.

Le comptable assignataire est l'Agent Comptable de la HAS (même adresse).

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus le code de la commande publique est le Président de la HAS, représentant du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 23 - SOUS-TRAITANCE

23.1. Conditions de la sous-traitance

La sous-traitance totale de l'exécution du marché est interdite.

Le Titulaire ne peut qu'en sous-traiter partiellement l'exécution à condition d'avoir obtenu de la HAS l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le Titulaire doit, en outre, exécuter avec sa propre main-d'œuvre, une part significative des prestations correspondant à son (ses) activité(s) de base.

Le Titulaire pourra avoir recours aux sous-traitants sous réserve de respecter les dispositions de la Loi du 31 décembre 1975 sur la sous-traitance.

Au regard des termes de la Loi, quelle que soit la nature des intervenants sous-traitants (fournisseurs de services, éditeurs...), aucun lien contractuel ne sera établi entre la HAS et les éventuels sous-traitants.

Au cas où il serait constaté que les moyens affectés par le Titulaire sont insuffisants au regard des obligations qu'il a contracté, le Titulaire s'oblige à y remédier sans délai.

23.2. Responsabilité du Titulaire en cas de sous-traitance

En cas de sous-traitance, le Titulaire reste tenu envers la HAS de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché. Le Titulaire reste engagé à une obligation de résultat même en cas de sous-traitance.

23.3. Acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

23.3.1 Demande de sous-traitance

Dans le cas où le Titulaire entend recourir à la sous-traitance, il fournit au coordonnateur une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant.

Le Titulaire remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner au sens de l'article L.141-3 du code de la commande publique.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un « acte spécial de sous-traitance » signé des deux parties. L'acte de sous-traitance doit parvenir à la

HAS deux semaines au plus tard avant le début de l'exécution de la partie du marché par le sous-traitant.

Les sous-traitants connus au moment de la remise de l'offre devront être déclarés à la remise de l'offre. Ceux qui pourraient apparaître en cours de réalisation des prestations devront être déclarés au fur et à mesure et préalablement à leur intervention.

Le sous-traitant ne pourra commencer sa mission qu'après acceptation écrite expresse de la HAS.

23.3.2 Modification du volume de prestations sous-traitées

Dans le cas où le Titulaire du marché souhaite modifier le volume de prestations confiées à son sous-traitant régulièrement accepté, il tient ce dernier informé de cette modification par lettre recommandée avec accusé de réception. L'acceptation de cette modification est alors constatée par un « acte spécial de sous-traitance modificatif ».

23.3.3 Paiement de la sous-traitance

La HAS étant soumise au titre II de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, relative à la sous-traitance, le sous-traitant direct du Titulaire du marché (sous-traitant dit de premier rang) qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement pour la partie du marché dont il assure l'exécution sous réserve que le montant des prestations sous traitées soit supérieur à 600€ TTC.

Le cas échéant, toute renonciation au paiement direct est réputée non écrite.

ARTICLE 24 - PÉNALITÉS

24.1. Généralités

Chacun des manquements aux obligations définies dans le cadre du présent marché peut donner lieu à pénalisation.

Les pénalités prévues par le présent article ne présentent pas un caractère libératoire.

L'application des pénalités est indépendante des autres sanctions auxquelles le défaut dans l'exécution du marché peut donner lieu et, notamment, de la résiliation fautive de tout ou partie du présent marché ou, en tant que de besoin, d'une action en dommages intérêts.

En cas de résiliation du marché aux torts du Titulaire, les pénalités peuvent être appliquées jusqu'à la date effective de fin des relations contractuelles.

Le montant des pénalités vient en déduction des paiements à effectuer au titre du marché, indépendamment du recours direct de la HAS en cas d'insuffisance des sommes dues. Les pénalités seront calculées sur le montant toutes taxes comprises des prestations du marché.

Toutes les pénalités sont cumulables entre elles.

24.2. Pénalités de retard

Conformément à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de retard du Titulaire relatifs aux délais de réalisation des prestations prévus dans le présent document, celui-ci sera redevable envers la HAS d'une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = V \times N / 1000$$

P = montant de la pénalité ;

N = nombre de jours de retard ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

La pénalité de retard sera déduite du montant des factures présentées par le Titulaire.

24.3. Pénalités pour non-conformité du niveau de qualification des équipes

En cas de non-respect par le Titulaire des profils qu'il a indiqué affecter à l'exécution des prestations, celui-ci encourt, une pénalité dont le montant est fixé à 100€ TTC par profil présenté.

24.4. Non-respect des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel, une pénalité égale à 0,5% du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur s'applique.

L'application de cette pénalité n'exonère pas le Titulaire et les membres de son équipe des éventuelles sanctions pénales dont ils pourraient faire l'objet.

24.5. Pénalités pour non-respect des engagements environnementaux

En cas de non-respect par le Titulaire des engagements environnementaux définis à l'article 14 du présent CCP, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai de 8 jours ouvrés à compter de sa notification, les pénalités suivantes pourront être appliquées :

- Si le Titulaire ne fournit pas, dans les délais impartis après demande de la HAS, les justifications ou informations relatives aux actions mises en œuvre pour respecter les engagements environnementaux, une pénalité de 100€ TTC par jour ouvré de retard sera appliquée.
- En cas de manquement avéré et constaté à l'un des engagements environnementaux, une pénalité de 200€ TTC par jour calendaire sera appliquée à compter de la date d'expiration du délai de la mise en demeure et jusqu'à la régularisation de la situation.

24.6. Pénalités pour non-respect de l'interdiction du travail dissimulé

En cas de non-production des attestations sociales et fiscales prévues aux articles 25 et 26 du présent CCP, une pénalité de 100€ TTC par jour ouvré de retard sera appliquée sur les sommes dues au Titulaire dans la limite des amendes prévues par les articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail et de 10% du montant du marché.

24.7. Pénalités pour non-communication d'attestation d'assurance

En cas de non-production de l'attestation d'assurances prévue à l'article 27 du présent CCP, une pénalité de 50€ TTC par jour ouvré de retard sera appliquée sur les sommes dues au Titulaire.

ARTICLE 25 - TRAVAIL DISSIMULÉ

Les personnels employés par le Titulaire sont employés sous sa seule responsabilité, sans que la HAS puisse en aucun cas s'impliquer ni être impliquée dans leur recrutement ou leur gestion, étant rappelé que le Titulaire fait son affaire personnelle de l'intégralité des moyens nécessaires à l'accomplissement de l'objet du présent marché.

Conformément aux articles L.324-14 et R.324-1 et suivants du code du travail, le Titulaire déclare expressément à la HAS qu'il a respecté et respectera les obligations issues du Code du travail et garantit que ni lui, ni ses cotraitants, sous-traitants et/ou fournisseurs n'a recours au travail dissimulé.

ARTICLE 26 - DISPOSITIF DE VIGILANCE

Le Titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par la HAS, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues au chapitre VII du CCAG-FCS.

ARTICLE 27 - ASSURANCES

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, puis annuellement, le Titulaire devra remettre au pouvoir adjudicateur, une attestation de la police souscrite par le Titulaire auprès d'une compagnie notoirement solvable couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du marché à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

ARTICLE 28 - EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, la HAS se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché aux torts du Titulaire.

L'augmentation des dépenses, par rapport au prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 29 - DROIT APPLICABLE - LANGUE DU MARCHÉ

Le droit applicable est le droit français.

Il en est ainsi pour les règles de fond et les règles de forme et ce, nonobstant les lieux d'exécution des obligations substantielles ou accessoires.

Dans le cadre de l'exécution du marché, tous les documents, documentations, livrables et les correspondances relatives au marché et les factures seront rédigées en français. Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur peut exiger que les documents soient accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté, et ce aux frais du Titulaire.

ARTICLE 30 - RÉSILIATION

Le présent marché pourra être résilié dans les conditions et selon les modalités prévues au chapitre VII du CCAG-FCS.

La résiliation du marché pourra être prononcée aux frais et risques du Titulaire après une mise en demeure restée sans effet pour tout cas de résiliation pour faute.

Lorsque la HAS décide d'arrêter l'exécution des prestations en application des motifs prévus à l'article 41 du CCAG-FCS, le marché est résilié sans ouvrir droit à indemnité au profit du Titulaire.

ARTICLE 31 - LITIGES

31.1. Règlement amiable

Si un différend survenait à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, les parties s'efforceraient de le régler à l'amiable préalablement à toute action en justice.

En cas de désignation d'un expert, les frais d'expertise sont à la charge de la partie à l'égard de laquelle les résultats de l'expertise sont en défaveur

31.2. Procédure contentieuse

En cas de désaccord persistant, le litige serait porté devant le Tribunal Administratif de Montreuil (7, rue Catherine Puig, 93100 Montreuil).

Il est rappelé que la loi française est seule applicable. En cas de Titulaire étranger, les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

ARTICLE 32 - RÉFÉRENCES COMMERCIALES

Le Titulaire ne pourra utiliser le nom de la HAS ou tout autre signe distinctif lui appartenant à titre de référence commerciale qu'après avoir obtenu l'accord express, préalable et écrit de la HAS.

ARTICLE 33 - DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Le présent CCP déroge aux articles suivants du CCAG-FCS :

Articles du CCP concernés	Articles du CCAG-FCS concernés
Article 7 « Pièces contractuelles »	Article 4.1
Article 15.2.4 « Confidentialité »	Article 41.2
Article 15.2.6 « Équipe du Titulaire »	Article 3.4.3
Article 18 « Régime des droits de propriété intellectuelle »	Article 36.1
Article 19 « Constatation de l'exécution des prestations »	Articles 28.2 et 30.2.1